



INTERNATIONAL BUDGET PARTNERSHIP
Open Budgets. Transform Lives.

Bulletin d'information électronique

Mars-Avril 2012 N° 65

Perspective internationale : demander des comptes au gouvernement et encourager la participation du public

Marche vers le Parlement : exiger des fonds de développement en Inde

MKSS fait campagne pour la pension des personnes âgées

L'Instituto Mais Democracia au Brésil demande des comptes à la Mega Development Bank du pays

Aux Philippines, le congrès se penche sur un projet de loi qui encourage la participation de la population aux processus budgétaires

Publications et ressources

Le GATEway Project de Transparency International offre une nouvelle ressource pour les militants de la lutte contre la corruption

Initiatives de développement vues en termes d'évolution

Nouvelle étude sur la transparence de l'aide et le financement de la lutte contre le changement climatique, par aidinfo et Publish What You Fund

Budgets des citoyens : une excellente façon d'intégrer la société civile

Perspectives et offres d'emploi

Chargé(e) de programme (ville de Mexico), programme pour la population et le développement mondial, William and Flora Hewlett Foundation

Les partenaires kényans de l'IBP appellent à plus de transparence quant au fonds pour la santé publique



Le National Hospital Insurance Fund (NHIF, fonds national des assurances hospitalières) du Kenya est la structure grâce à laquelle le gouvernement espère offrir à terme une assurance santé à toute la population kényane. Si le NHIF veut servir de point d'ancrage à la couverture santé au Kenya, il devra gérer ses finances d'une manière efficace et responsable par le biais de rapports financiers transparents soumis en temps opportun.

[Cliquer ici](#) pour consulter le dernier récapitulatif budgétaire (« Budget Brief ») de l'IBP, dans lequel on indique que le NHIF ne communique pas au public ses informations financières et politiques d'une manière claire, cohérente ou transparente. Le document soutient également que le manque de transparence du NHIF est symbolique d'un problème plus large caractérisé par la soumission de rapports publics insuffisants sur les activités financières des entreprises d'État kényanes, et offre des recommandations sur la manière d'améliorer la dissémination des renseignements.

Les médias d'information Kenyan se sont intéressés de près à ce problème, en publiant notamment des éditoriaux et en diffusant des informations spéciales sur le NHIF. [Cliquer ici](#) pour consulter les articles de presse.

Principal(e) chargé(e) de programme, financements et politiques du développement, fondation Bill & Melinda Gates

Chargé(e) du programme « Investment in Children » (justice économique), Save the Children International

Nouveau créneau de subventions et le « Transparency and Accountability Program »

Perspective internationale : demander des comptes au gouvernement et encourager la participation du public

Marche vers le Parlement : exiger des fonds de développement en Inde, par Jay Colburn, International Budget Partnership

La série de marches et de contestations avec occupation des lieux, qui se sont déroulées en avril et en mai en Inde, faisaient partie d'une campagne plus large et à long terme associant la National Campaign on Dalit Human Rights (NCDHR, campagne nationale pour les droits humains des dalits). La campagne vise à assurer que les fonds de développement provisionnés par la loi pour profiter directement aux dalits et aux adivasis, des groupes sociaux démunis (que l'on appelle sur le plan administratif des castes et des tribus « répertoriées »), soient effectivement affectés et dépensés comme prévu. Le 24 avril, le Budget Adhikar Andolan pour ces groupes répertoriés, une coalition d'organisations de la société civile (OSC) qui plaide pour que le gouvernement s'attaque aux répercussions préjudiciables qu'une discrimination persistante a eues sur ces groupes de personnes, a organisé des contestations avec occupation des lieux (*dharna*) ainsi que des marches dans plusieurs États, et a même rédigé une pétition en ligne. Le point culminant de ces actions : une marche vers le Parlement indien à Delhi le jour de l'ouverture de sa séance, le 9 mai, afin de présenter ses exigences au gouvernement.

C'est en 1980 que le gouvernement indien a mis en place le Scheduled Caste Sub-Plan (SCSP, sous-plan pour les castes répertoriées), qui précise que les dépenses au niveau national et des États pour les projets de développement doivent être affectées de manière proportionnelle en fonction de la population. Selon les plus récentes informations en matière de recensement, les dalits représentent environ 16 % de la population et les adivasis environ 8 %, ce qui signifie que chacun de ces groupes devrait recevoir une part correspondante du montant total des fonds indiens alloués au développement. Mais cela fait des années que les citoyens et les OSC soutiennent que ces fonds n'ont pas été correctement alloués ou gérés. Ainsi, étant donné la proportion de la population qu'elles représentent, les communautés de dalits auraient dû recevoir 10,6 milliards USD pour l'exercice 2011-2012, mais on ne leur a donné que 5,88 milliards USD. De ce montant, au moins 70 pour cent ne sont affectés que de manière purement symbolique ou sont détournés à d'autres fins. Ce fut le cas en 2010, lorsque la campagne força le gouvernement à reconnaître qu'il avait détourné 140 millions USD en projets de développement pour les groupes répertoriés afin de payer pour les Jeux du Commonwealth (vous pouvez consulter [ici](#) la récente étude de cas de l'IBP sur l'efficacité des travaux de la coalition, dont on a largement parlé dans les médias nationaux et internationaux).

Dans un [communiqué](#) sur ces contestations et les exigences de la campagne, le Budget Adhikar Andolan pour les castes et les tribus répertoriées souligne l'importance de suivre et de surveiller non seulement les affectations budgétaires (pour que les sommes qui devraient être dépensées en avantages directs pour les castes et les tribus répertoriées ne soient pas utilisées pour des éléments offrant des avantages plus génériques, comme des ponts, des aéroports ou d'autres projets de ce style), mais également la mise en œuvre pour veiller à ce que les fonds soient dépensés de manière appropriée et efficace. Le communiqué évoque également les exigences des contestataires, et notamment : 1) une nouvelle législation sur une affectation et une mise en œuvre à la fois proportionnelles et adéquates des fonds de développement en faveur des dalits et des adivasis, et qui prévoit la possibilité pour les citoyens et les

OSC de participer à la planification et à la mise en œuvre, et 2) le retour du solde de 8,5 milliards USD en faveur des dalits et des adivasis, fonds qui avaient été détournés dans le budget de l'Union pour 2012-2013.

Pour en apprendre plus sur cette campagne, veuillez cliquer [ici](#).

MKSS fait campagne pour la pension des personnes âgées, par Jay Colburn, International Budget Partnership

En Inde, une frange de la société qui n'est généralement pas considérée comme un acteur politique important, à savoir les personnes âgées, est descendue dans la rue en scandant « Donnez du travail à chacun, donnez un plein salaire pour tout travail, donnez du repos aux personnes âgées » pour protester contre le fait que leur droit à un salaire décent payé par la sécurité sociale ne se concrétise pas. Mazdoor Kisan Shakti Sangathan (MKSS), un mouvement indien pour les travailleurs et les paysans qui a recours au contrôle du budget et à l'analyse budgétaire dans le cadre de ses travaux, a organisé à Delhi une contestation de cinq jours avec occupation des lieux, qui a réuni près de 5.000 personnes âgées en provenance de plus de 20 États. Du 7 au 11 mai, MKSS et les manifestants ont plaidé en faveur d'un renforcement du régime de sécurité sociale de manière à ce que toutes les personnes âgées – et pas uniquement les personnes vivant sous le seuil de pauvreté – puissent bénéficier d'une alimentation et d'un abri adéquats ainsi que de moyens de subsistance de base.

Une partie du problème des régimes de pensions existants concerne la catégorisation des gens vivant soit sous le seuil de pauvreté, soit au-dessus du seuil de pauvreté, catégorisation qui est source de discorde. En effet, le seuil de pauvreté en Inde varie d'un État à l'autre, mais celui-ci est généralement très bas, et par conséquent, il ne s'agit pas d'une bonne référence pour les programmes d'appui social. Étant donné que l'admissibilité des personnes âgées à certains régimes de pension est liée au seuil de pauvreté, seuls 20 pour cent des personnes âgées de plus de 60 ans ont véritablement accès à ces avantages, et moins de la moitié de ces personnes perçoivent effectivement une pension. Un autre problème concerne les pensions liées à l'emploi, qui ne sont offertes qu'à ceux qui travaillent dans des secteurs organisés et officiels, c'est-à-dire généralement la classe moyenne et la classe moyenne supérieure. Mais ceux qui ont le plus besoin d'une pension travaillent dans les secteurs non organisés ou parallèles de l'économie, dont les revenus les placent peut-être au-dessus du seuil de pauvreté, mais qui pourraient s'avérer insuffisants pour assurer des moyens de subsistance de base. Par ailleurs, le fait de disposer d'une source particulière d'appui social (comme une pension) prive souvent les personnes âgées du droit de percevoir un appui supplémentaire (par exemple, une subvention sur les céréales), alors que les deux sont souvent indispensables pour survivre.

Eu égard à ces défauts dans le régime actuel, les manifestants ont exigé un régime de pension universel, non assuré par des cotisations, d'un montant de 2.000 roupies (soit environ 36 USD) par mois pour tous les Indiens âgés de plus de 55 ans qui ne sont pas déjà couverts par une pension plus élevée. Mais dans le cadre d'un débat télévisé présentant les arguments selon plusieurs points de vue, certains se sont cependant opposés à ces exigences. Gurcharan Das, intellectuel et homme d'affaires indien bien connu, soutint qu'il serait irresponsable de mettre en œuvre un tel régime de pension en pleine crise financière mondiale. Un autre interlocuteur fit remarquer que l'Inde devait d'abord atteindre un produit intérieur brut (PIB) minimum par habitant avant que ce programme de sécurité sociale généralisée ne puisse être promulgué.

Mais le MKSS a utilisé sa connaissance et ses analyses des budgets pour contrecarrer ces arguments. Nikhil Dey, militant et cofondateur du MKSS, évoqua quelques cas de pays ayant un PIB par habitant inférieur à celui de l'Inde et dont les régimes de pension fonctionnent très bien, comme le Kenya, le Népal ou le Lesotho. Il souligna par ailleurs que l'Inde ne pouvait pas attendre que se concrétise la volonté politique nécessaire pour promulguer un régime de pension universel, affirmant que cette volonté devait plutôt être créée et mobilisée. C'est par le biais de ces manifestations et de ces débats politiques que le MKSS et les nombreux manifestants procèdent à une sensibilisation active et engendrent la volonté politique nécessaire pour promulguer un régime de pension universel, permettant ainsi à tous les Indiens de répondre à leurs besoins élémentaires.

Pour de plus amples informations sur la campagne, veuillez contacter mkssrajasthan@gmail.com.

L'Instituto Mais Democracia au Brésil demande des comptes à la Mega Development Bank du pays, par Carlos Tautz, João Roberto Lopes Pinto et Maíra Fainguelernt, Instituto Mais Democracia

L'*Instituto Mais Democracia* (IMD, institut pour davantage de démocratie) fut fondé pour faire progresser la demande de participation publique et de responsabilisation au Brésil. S'il est vrai que la mise en œuvre de systèmes de partis politiques fonctionnant dans le pays a effectivement contribué à davantage de démocratie, une plus grande transparence ou une meilleure surveillance de la relation entre les intérêts de l'État et ceux des entreprises n'ont pas accompagné les améliorations récentes. L'IMD a l'intention de combler cette lacune en matière de transparence en produisant une analyse en temps opportun et en la disséminant largement au public brésilien. À l'heure actuelle, nos recherches portent principalement sur la *Banco Nacional de Desenvolvimento Econômico e Social* (BNDES) du Brésil, l'une des plus importantes banques de développement au monde, qui finance de grandes rencontres au Brésil comme la Coupe du monde de football de 2014 ou les Jeux olympiques de 2016.

La BNDES est une institution publique qui a joué un rôle fondamental dans la planification et le financement de nombreux grands projets d'infrastructures au Brésil. Elle est en train de devenir de plus en plus primordiale au modèle de développement économique que poursuit le gouvernement brésilien, et va bientôt gérer une partie des recettes issues des ressources naturelles du Brésil. En 2010, le montant total des décaissements de la banque s'est élevé à plus de 80 milliards USD, soit deux fois le montant décaissé par la Banque mondiale et par la Banque interaméricaine de développement. La BNDES accorde ces fonds sans aucune transparence et souvent avec peu d'attention à l'égard des coûts sociaux et environnementaux des projets qu'elle soutient. Aux yeux de notre organisation, la BNDES a abandonné son objectif public et fonctionne aujourd'hui au profit de certains groupes économiques précis afin de financer de grands projets et événements en se servant des fonds publics.

En 2007, plusieurs organisations de la société civile ont formé une coalition au Brésil, connue sous le nom de « Plate-forme BNDES », dans le but de surveiller et d'influencer la BNDES. En juillet de cette même année, 30 organisations non gouvernementales et mouvements sociaux parmi les plus importants au Brésil présentèrent au président de la banque, M. Luciano Coutinho, un document reprenant leurs observations collectives. Ces organisations estimaient que la BNDES devait réaffirmer son objectif public, et que ses énergies devaient être réorientées pour encourager plus de justice sociale et environnementale.

Apparemment, l'organisation d'événements de taille est devenue une priorité du gouvernement, et une part ostensible et de plus en plus importante des deniers publics est utilisée pour financer les projets d'infrastructures connexes. Contrairement aux promesses antérieures, selon lesquelles le secteur privé serait chargé d'une part non négligeable du financement des projets, on estime aujourd'hui que ce sont 90 % du coût de ces événements qui seront couverts par des fonds publics. Dans ce contexte, la société civile doit examiner de toute urgence le rôle joué par la BNDES, et l'*Instituto Mais Democracia* espère jouer un rôle de chef de file pour demander à la BNDES de rendre des comptes au peuple brésilien.

Pour en savoir plus sur l'*Instituto Mais Democracia*, rendez-vous à l'adresse www.institutomaisdemocracia.org.br ou <http://www.plataformabndes.org.br>, ou par courrier électronique à contato@maisdemocracia.org.br.

Aux Philippines, le congrès se penche sur un projet de loi qui encourage la participation de la population aux processus budgétaires, par Adrian Carroll, International Budget Partnership

Les deux projets de loi actuellement examinés par le congrès philippin portent sur la participation des citoyens aux processus d'établissement des budgets à tous les échelons du gouvernement. Le projet de loi de la Chambre (HB 3773), connu sous le nom de « Loi de 2010 sur la participation de la population aux délibérations budgétaires », fut introduit en décembre 2010 par le député Lorenzo Tañada. Bien que

la constitution philippine prévoit une disposition qui assure la participation des citoyens à « tous les niveaux de la prise de décision sociale, politique et économique », cette formulation a été critiquée comme étant trop vague. Le projet de loi HB 3773 permet à la société civile de participer aux délibérations budgétaires, et définit à cette fin un processus d'accréditation pour les organisations de la société civile (OSC). En vertu de ce projet de loi, les groupes accrédités auront le droit de soumettre leurs propres propositions de budget à la fois pour les affectations de financement et des projets précis.

Le but du processus d'accréditation est de servir de mécanisme de présélection par lequel seules les OSC ayant fait leurs preuves en matière d'analyse / de plaidoyer budgétaire sont autorisées à participer. Les défenseurs du projet de loi ont soutenu qu'étant donné la nature complexe du processus d'établissement des budgets, les OSC participantes doivent avoir un bon niveau de connaissances financières publiques pour pouvoir se lancer dans un plaidoyer utile. Le processus d'accréditation vise également à limiter la participation des OSC soutenues par des politiciens, assurant ainsi une véritable participation du public dans l'établissement des politiques budgétaires. Le projet de loi définit le genre d'information que les différents échelons du gouvernement doivent disséminer en matière de finances publiques, et prévoit également des sanctions au cas où les le droit des OSC à participer serait bafoué.

Le projet de loi HB 3773 a été approuvé en première lecture et attend à présent de passer l'étape de la seconde lecture. La version du projet de loi proposée par le Sénat (SB 2857), « Loi de 2011 sur la participation de la population au budget national », fut introduite en 2011 par le sénateur Frank Drilon. Ce projet de loi est très semblable à la version de la Chambre, et attend également de franchir l'étape de la seconde lecture.

Certains groupements de la société civile comme Social Watch ont affirmé que le fait que le Congrès n'ait pas donné priorité à ces projets de loi a empêché leur promulgation. Des versions du projet de loi sur la liberté de l'information sont également en train de circuler à la Chambre et au Sénat, et font l'objet d'un débat continu entre les législateurs, le pouvoir exécutif et les groupements de la société civile. Le député Tañada joue un rôle clé dans la promotion du projet de loi sur la liberté de l'information et celui sur la participation du public. À l'origine, M. Tañada espérait que le projet de loi sur la liberté de l'information soumis par la Chambre serait approuvé au cours de la séance législative actuelle, mais malheureusement, ce ne fut pas le cas. M. Tañada espère maintenant continuer les travaux sur le projet de loi relatif à la liberté de l'information lors de la troisième et dernière séance législative, qui commencera le 23 juillet.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le site du député Lorenzo Tañada's [ici](#).

Publications et ressources

Le projet GATEway de Transparency International's offre une nouvelle ressource pour les militants de la lutte contre la corruption, par Andy McDevitt, Transparency International

Pour lutter contre la corruption, il nous faut des renseignements fiables sur les formes qu'elle adopte et les lieux où elle se manifeste. Mais comme il s'agit généralement d'une activité clandestine, la corruption est notoirement difficile à évaluer. Une des stratégies consiste donc à évaluer la perception de la corruption. Par exemple, [l'indice de perception de la corruption](#) de Transparency International (TI) classe les pays en fonction de la perception du niveau de corruption dans le secteur public afin de sensibiliser les décideurs et le grand public à ce problème.

Un autre moyen consiste à comparer les résultats de différentes institutions en matière de prévention de la corruption. Par exemple, le [Global Integrity Report](#) de Global Integrity ou les [National Integrity System Assessments](#) de TI évaluent la santé d'un système de lutte contre la corruption dans un pays donné. Quant à [l'indice sur le budget ouvert](#) de l'International Budget Partnership, celui-ci examine la transparence et la responsabilisation des budgets nationaux, ce qui est d'une importance cruciale pour éviter l'utilisation frauduleuse des deniers publics.

Récemment, une nouvelle vague d'outils est apparue permettant d'offrir des informations encore plus précises sur certains foyers de corruption au niveau local et dans certains secteurs. Ainsi, l'indice [CRINIS](#) de TI évalue la transparence des financements politiques, tandis que l'Organisation mondiale de la santé a élaboré une méthode permettant de mesurer les risques liés à la corruption dans le [secteur pharmaceutique public](#). Cette expansion rapide a débouché sur certaines solutions innovatrices, mais elle présente également des écueils. Par exemple, il devient de plus en plus difficile de suivre ce qui a été fait et où, ce qui engendre souvent des doubles emplois. C'est ici que [GATEway](#), un nouveau projet de Transparency International, peut être d'un grand secours.

GATEway recueille et dissémine les connaissances collectives de la communauté de lutte contre la corruption par rapport à l'évaluation de celle-ci. Il présente un aperçu exhaustif des différentes méthodes permettant d'évaluer et d'analyser la corruption, ce qui permet aux acteurs de la société civile, aux chercheurs et aux fonctionnaires gouvernementaux de comparer les forces et les faiblesses des différentes stratégies, et de choisir l'outil qui convient le mieux à leurs besoins. Par exemple, un politicien axé sur la réforme qui sait que la corruption est un problème dans le secteur juridique de son pays, sera en mesure de trouver le meilleur moyen d'effectuer une évaluation rapide pour voir où se situent les risques les plus importants en matière de corruption. Autre exemple : une organisation locale de la société civile cherchant à surveiller les activités et les dépenses de son administration municipale peut utiliser GATEway pour découvrir les méthodes qui existent, et pour savoir ce qu'ont fait d'autres organisations dans des situations similaires.

Pour aider nos utilisateurs à s'y retrouver dans cette foule d'informations, GATEway met en évidence les outils qui ont le plus de chances d'être reproduits et adaptés. GATEway met tout ceci à disposition gratuitement par le biais d'un site Internet convivial, comprenant notamment une [base de données interrogeable](#) caractérisée par plus de 400 outils (un chiffre qui continue de croître) pour évaluer et analyser la corruption, ainsi qu'un [ensemble de guides](#) pour les différentes stratégies accompagnés d'exemples de bonnes pratiques. En outre, nous sommes en train de préparer un ensemble de vidéos en ligne qui illustrent les expériences des uns et des autres en matière d'évaluation de la corruption dans différents contextes. Le site Internet propose également un espace interactif où l'on peut apporter ses propres outils, parler avec d'autres de ses expériences d'évaluation de la corruption, et de discuter de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans différents contextes.

Mais GATEway ne se limite pas uniquement à mettre en commun les informations existantes, il s'agit également de comprendre ce qui ne s'y trouve pas. Nous souhaitons savoir quelles sont les formes de corruption qui sont les plus difficiles à diagnostiquer, et ce que nous pouvons faire à cet égard. En collaboration avec un groupe de spécialistes de lutte contre la corruption, nous examinerons les principales lacunes des outils d'évaluation. Et plus tard en 2012, nous allons lancer un défi en matière d'innovation pour trouver des idées créatives sur le meilleur moyen de s'attaquer à ces lacunes, et faire connaître les réflexions les plus récentes dans le domaine du diagnostic de la corruption en canalisant la créativité vers des domaines jusqu'ici sous-explorés.

Le projet GATEway est cofinancé par la Commission européenne et par le Programme des Nations unies pour le développement. Pour consulter le site Internet du projet, veuillez cliquer [ici](#). Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter Andy McDevitt à l'adresse amcdevitt@transparency.org.

Initiatives de développement vues en termes d'évolution, par Owen Barder, Center for Global Development

Veuillez [cliquer ici](#) pour visionner une présentation multimédia réalisée par Owen Barder, économiste spécialisé en développement, qui soutient que le développement est un problème complexe « pernicieux » que l'on résoudra au mieux par le biais de la variation et de la sélection (en d'autres termes, par des processus évolutionnistes). Il affirme que les gens ou les clients de prestataires de services publics sont d'une importance cruciale à la variation et à la sélection, et que le besoin d'avoir un meilleur accès public aux renseignements et aux retours d'information dans les différents pays est plus important que la planification et autres initiatives prises par les bailleurs de fonds et les experts en

développement. Il souligne également la nécessité de procéder à plus d'évaluations d'impact afin de soutenir l'évolution du développement.

Nouvelle étude sur la transparence de l'aide et le financement de la lutte contre le changement climatique, par aidinfo et Publish What You Fund

Publish What You Fund et aidinfo ont publié une étude qui se penche sur les liens entre transparence de l'aide et financement de la lutte contre le changement climatique. Les pays ont commencé à faire rapport sur leur financement climatique, et les chercheurs ont étudié ces résultats de près en tâchant de trouver un sens à ces flux de financement. Les promesses de don de la part des pays donateurs sont-elles effectivement distribuées ? Ces fonds sont-ils nouveaux et viennent-ils s'ajouter aux niveaux actuels d'aide étrangère ? Ces chiffres se recoupent-ils, et comment faudrait-il les mesurer ? Un enseignement essentiel tiré de la transparence de l'aide est que, certes, les données statistiques de grande qualité sont d'une importance cruciale, mais les renseignements détaillés, accessibles et produits en temps opportun pour répondre aux besoins des différents utilisateurs de l'information sont tout aussi importants. Veuillez [cliquer ici](#) pour lire l'étude dans son intégralité.

Budgets des citoyens : une excellente façon d'intégrer la société civile, par Atzimba Baltazar, International Budget Partnership

Un Budget des citoyens (CB) présente des informations relatives au budget annuel dans un format largement accessible et en utilisant un langage ou des graphiques simples et clairs, de façon à ce que la majorité des citoyens puisse comprendre ce que l'État fait avec les deniers publics. Il semblerait donc que la rédaction d'un CB ne constitue pas une tâche difficile. Mais lorsqu'un gouvernement souhaite commencer à produire ce type de présentation budgétaire, plusieurs questions viennent à l'esprit : *quel devrait être le contenu du CB ? Qui est précisément le « citoyen » que nous essayons de cibler ? Quelles sont les meilleures stratégies de dissémination du CB ? Quelles sont les meilleures expériences internationales sur le terrain ?* Et bien que les gouvernements disposent de technocrates compétents ayant d'importantes connaissances en finances publiques, ils se débattent souvent avec la manière de traduire ces informations en langage courant.

En 2009, l'IBP commença à collaborer avec les gouvernements pour encourager la transparence budgétaire et l'accès aux informations. Dans le cadre de cette collaboration, l'IBP a aidé les gouvernements du Mali, du Guatemala et du Honduras à produire leur tout premier CB. À l'heure actuelle, l'IBP travaille également avec les gouvernements de Zambie et de la République Dominicaine pour rédiger un CB.

L'IBP estime que pour qu'un CB puisse informer et appuyer la mobilisation du public de manière efficace, celui-ci doit intégrer le point de vue de la société civile sur les besoins de la population en matière d'information budgétaire. C'est ainsi que dans l'ensemble des pays où l'IBP a aidé les gouvernements à produire un CB, nos partenaires locaux ont collaboré de manière intensive tout au long du processus.

Bien que cet exercice soit relativement neuf, le nombre de pays produisant un CB a augmenté de manière spectaculaire depuis la première édition de l'Indice sur le budget ouvert (OBI) en 2006, quand seuls huit pays avaient publié ce type de document. Mais pour l'OBI de 2012, ce sont au moins 20 pays qui auront produit un CB. Sur base de cette tendance mondiale croissante, l'IBP a organisé un atelier sur l'analyse budgétaire en mai 2011 avec des experts internationaux dans le but de normaliser les expériences dans différents pays, et de répondre aux questions auxquelles tous les gouvernements sont confrontés dans la rédaction d'un CB. Cet atelier vit la participation de membres d'organisations de la société civile, de fonctionnaires publics venant des ministères des Finances, d'universitaires, et de spécialistes sur l'utilisation de l'informatique pour disséminer les informations.

S'inspirant de cette discussion intéressante, l'IBP publia [The Power of Making It Simple: A Government Guide to Developing Citizens Budgets](#) afin d'aider les gouvernements à produire un CB. Ce guide systématise le débat actuel sur les Budgets des citoyens, et contient des expériences au niveau international sur la production de ces budgets. L'objectif du guide n'est pas de proposer une « recette »,

mais plutôt de montrer aux gouvernements que la production d'un CB est un processus qui encourage la transparence et l'accès aux informations budgétaires. Ce processus constitue également une occasion inestimable d'instaurer un dialogue avec la société civile et d'évaluer ses besoins en matière d'information.

« *The Power of Making It Simple* » est structuré en cinq chapitres qui abordent les éléments suivants : 1) la définition d'un Budget des citoyens, 2) le processus de rédaction d'un tel document, 3) le contenu à inclure, 4) les stratégies de dissémination pour atteindre le public le plus large possible, et 5) une brève discussion sur le suivi et l'évaluation de l'impact d'un CB sur la société civile et la participation des citoyens pendant le processus budgétaire. L'IBP est convaincu que la publication de *The Power of Making It Simple* contribuera à renforcer la production de CB à travers le monde, et à améliorer la transparence budgétaire.

Perspectives et offres d'emploi

Chargé(e) de programme (ville de Mexico), programme pour la population et le développement mondial

Chargé(e) de programme (ville de Mexico), programme pour la population et le développement mondial, William and Flora Hewlett Foundation

Reconnaissant le rôle de pionnier joué par le Mexique dans certains domaines de politiques – comme l'accès à l'information et l'utilisation des évaluations d'impact dans la prise de décision – la William and Flora Hewlett Foundation cherche à soutenir les liens avec le programme de transparence et de responsabilisation au niveau mondial. Ce chargé de programme travaillera sous l'autorité de Ruth Levine, directrice du programme, et travaillera en collaboration avec une petite équipe du bureau de la ville de Mexico, jouant le rôle de catalyseur et de rassembleur d'organisations publiques, privées et à but non lucratif, et de dirigeants actifs dans le domaine de la transparence et de la responsabilisation. Pour consulter la description complète de ce poste et savoir comment postuler, veuillez [cliquer ici](#).

Principal chargé(e) de programme, financements et politiques du développement, fondation Bill & Melinda Gates

La fondation Bill & Melinda Gates s'efforce d'aider toute personne à vivre une vie saine et productive. Dans les pays en développement, la fondation vise à améliorer la santé des gens et à leur donner la possibilité de se sortir de la faim et de la pauvreté extrême. Aux États-Unis, la fondation cherche à veiller à ce que tous – et surtout ceux qui ont le moins de ressources – aient accès aux possibilités dont ils ont besoin pour réussir à l'école et dans la vie. Le principal chargé de programme pour les finances et les politiques du développement est un membre clé de l'équipe chargée des politiques, de l'analyse et du financement. Cette personne assurera un rôle de chef de file au sein de la fondation sur la politique en matière d'aide, ainsi que sur des politiques et des financements au sens large en matière de développement. Cette fonction de chef de file en matière de politiques sous-entend que cette personne sera chargée de déterminer, de rédiger, d'influencer de manière interne – et dans certains cas d'influencer de manière externe – l'orientation de l'aide choisie et des enjeux de la politique de développement qui sont tout particulièrement pertinents à la mission de la fondation. Pour consulter la description complète de ce poste et pour postuler, veuillez [cliquer ici](#).

Chargé(e) du programme « Investment in Children » (justice économique), Save the Children International

Save the Children a lancé une nouvelle innovation dans le programme « Investment in Children » qui vise à renforcer et à améliorer les revenus et les dépenses du gouvernement en faveur des enfants. L'initiative est caractérisée par une composante de plaidoyer et de politique, ainsi qu'un portefeuille de programmes nationaux allant jusqu'à 30 pays au cours des deux premières années. L'organisme est à la recherche d'une personne dynamique, à l'esprit stratégique et hautement qualifiée, ayant une formation en économie du développement (fiscalité, influence budgétaire, transparence et aide) et en droits. Le

candidat retenu appuiera l'élaboration de la stratégie, mobilisera et concevra des programmes locaux fondés sur la participation d'organisations de la société civile, procédera à des formations de consolidation des capacités, et mettra en place et produira des documents de politique / de recherche de grande qualité. Pour consulter la description complète de ce poste et pour postuler, veuillez [cliquer ici](#).

Nouveau créneau de subventions et le Transparency and Accountability Program

Le Transparency and Accountability Program (TAP, programme pour la transparence et la responsabilisation) a annoncé l'ouverture de sa dernière demande de propositions. Dans le cadre de la nouvelle phase de son programme de subventions, le TAP appuiera jusqu'à 10 organisations pour concevoir et mettre en œuvre un projet de fiches d'évaluation par la communauté (FEC) et de plaidoyer connexe pour améliorer la manière dont l'argent est dépensé, et la manière dont les services sont fournis dans les secteurs de la santé et de l'éducation dans leur pays. Toute organisation non gouvernementale de l'un des pays ciblés en Afrique subsaharienne (Burkina Faso, Ghana, Kenya, Mali, Rwanda, Sénégal, Tanzanie et Ouganda) est libre de soumettre une demande au programme de subventions. Le TAP cherche à appuyer une ou plusieurs organisations s'intéressant à la budgétisation et à la prestation de services pour : 1) la santé de la reproduction et la planification familiale, et 2) l'enseignement primaire. On encourage tout particulièrement les organisations travaillant dans ces domaines à soumettre leur candidature. Les propositions seront acceptées jusqu'au 29 juin 2012. On trouvera ci-dessous les liens pointant vers les documents de demande de proposition (en anglais et en français), et l'on trouvera davantage de renseignements sur les candidatures via le site Internet du TAP :

- En [anglais](#)
- En [français](#)